

Pour mettre fin au décrochage de l'Europe, elle doit devenir plus inclusive

OPINION - Par Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (SED)

Après les récents rapports que MM. Letta et Draghi ont adressés à la Commission européenne, le constat de décrochage économique et technologique de l'Europe par rapport aux États-Unis d'Amérique et à la Chine n'est plus à faire, mais les remèdes qu'ils ont préconisés pour y mettre fin sont généralement jugés très insuffisants.⁽¹⁾

Les mises en garde à l'Europe de Mme Lagarde

Fin octobre 2024, Mme Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne (BCE) depuis novembre 2019, a considéré que M. Draghi a surtout visé le décrochage de la productivité européenne, essentiellement dans le secteur technologique, qui a connu une révolution depuis le milieu des années 1990 et se prolonge avec l'intelligence artificielle, l'accumulation des *data centers* et l'exploitation des masses de données. Mme Lagarde constate comme lui que l'Union européenne (UE) a de la peine à garder en Europe les sociétés technologiques. Celles qui ont été fondées ici partent se développer ailleurs. Pour que cela change, le facteur énergétique est crucial, en particulier pour les *data centers*. Le facteur de production « travail » joue également, car la mobilité en Europe est beaucoup plus faible qu'aux États-Unis d'Amérique. La réglementation est beaucoup trop touffue en Europe, ce qui incite à la délocalisation de la production de biens et services. Les Américains développent l'intelligence artificielle très rapidement, et bénéficient déjà d'un certain nombre de grands champions, tandis que l'Europe en est dépourvue.

Mme Lagarde a fustigé en outre les lourdeurs administratives européennes et la faiblesse du système financier européen, puis constaté que la politique industrielle menée par les États-Unis est peu contraignante sur le plan réglementaire, mais financièrement très généreuse. La loi américaine de réduction de l'inflation promulguée en août 2022 fixe peu de critères pour pouvoir bénéficier des aides à l'implantation sur le territoire américain. En Europe, le processus d'octroi des aides par l'UE est lourd, et il est rendu plus compliqué encore par la réglementation des États membres.

Elle a déploré que, s'il existe aux États-Unis d'Amérique des mécanismes de fonds de pension et d'autres instruments financiers privés qui permettent de drainer l'épargne et d'intéresser les épargnants, salariés ou retraités, à l'avenir de l'économie ou à l'évolution de la bourse, de nombreux pays en Europe sont encore dépourvus de tels mécanismes, notamment de distribution d'actions ou de participation aux profits de l'entreprise. Elle estime nécessaire de développer une union des marchés de capitaux et regretté que si l'on parle depuis les années 2014 à 2019 de l'union des marchés de capitaux, peu de progrès ont été réalisés.

Elle a estimé ensuite que le diagnostic posé par le rapport Draghi est sévère, mais juste, et comporte des prescriptions bien ciblées. Il suggère que tous les Européens se mettent en ordre de marche et soient prêts à abandonner un peu de souveraineté, que toutes les instances européennes s'engagent à progresser vers le marché unique des capitaux. Mme Lagarde a souligné que le conseil des gouverneurs de la BCE s'est résolument engagé, considérant que le PIB américain a crû de 10,7 % depuis 2019, alors que la moyenne européenne est de 4,8 %.

Elle a rappelé qu'en 2020, l'emprunt européen commun de 750 milliards € a constitué une avancée majeure et regretté que, quatre ans plus tard, moins de la moitié des crédits ont été dépensés. Comme lors de la crise grecque, de 2010 à 2015, les administrations des différents pays ne sont pas toujours en mesure d'affecter rapidement les financements européens, car les investissements envisagés requièrent d'obtenir des autorisations au niveau local et des recours peuvent être introduits par des organisations de défense de l'environnement.

Enfin, elle a jugé que dans son rapport, M. Draghi a estimé à juste titre que si l'UE doit se rapprocher de l'exemple américain, elle doit le faire sans les inconvénients de leur modèle social, qui induit notamment des taux d'inégalités plus élevés. Elle a souligné qu'avec la hausse des salaires et la baisse de l'inflation, le revenu disponible augmente, et que, même si, pour le moment, cela profite davantage à l'épargne qu'à la consommation, cela finira par changer.

Un "prix Nobel d'économie" qui incite à modifier les institutions politiques européennes

Le 14 octobre 2024, l'Académie royale des sciences de Suède a jugé que les recherches de Daron Acemoglu et Simon Johnson, tous deux du Massachusetts Institute of Technology, ainsi que de James A. Robinson,



de l'université de Chicago, sur la façon dont les institutions sont formées et affectent la prospérité aident à comprendre pourquoi les sociétés où l'État de droit est faible et les institutions qui exploitent la population ne génèrent pas de croissance ou de changement pour des jours meilleurs. Elle les a donc déclarés lauréats du prix 2024 de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel.⁽²⁾

Ayant pris connaissance de la décision de l'Académie royale des sciences de Suède, j'ai découvert avec grand intérêt le livre que MM. Acemoglu et Robinson ont publié naguère : *Prospérité, puissance et pauvreté. Pourquoi certains pays réussissent mieux que d'autres*, dans lequel ils constatent que le niveau de

prospérité repose sur des fondements politiques, car la croissance économique nécessite avant tout la stabilité politique. La prospérité est générée par l'investissement et l'innovation, mais ces actions sont des actes de foi : les investisseurs et les innovateurs doivent avoir des raisons crédibles de penser que, s'ils réussissent, ils ne seront pas pillés par les puissants.⁽³⁾

Pour Philippe Aghion, qui a préfacé la version française de leur ouvrage, MM. Acemoglu et Robinson "définissent les institutions comme les règles qui conditionnent les incitations économiques des individus, ainsi que les perspectives et opportunités qui s'offrent à eux. Ils distinguent en particulier les "institutions inclusives" des "institutions extractives". Les institutions inclusives préservent les droits de propriété et le respect des contrats, et elles minimisent les restrictions à la liberté et à l'opportunité de créer et d'innover, ce qui stimule l'épargne, l'investissement, et le progrès technique, donc la croissance à long terme d'un pays. Au contraire, les institutions extractives freinent et inhibent l'innovation car elles ne garantissent pas les droits de propriété ou bien elles imposent des barrières à l'entrée qui protègent les droits acquis, mais en même temps empêchent l'éclosion de nouvelles idées et entravent le processus schumpétérien de destruction créatrice (c'est-à-dire le remplacement permanent d'activités ou technologies existantes par de nouvelles activités ou de nouvelles technologies).

La question centrale abordée dans ce livre est : pourquoi les institutions extractives qui génèrent moins de prospérité et de croissance à long terme que les institutions inclusives, sont-elles à la fois si dominantes et si persistantes de par le monde ? [La réponse est que] les institutions extractives concentrent le pouvoir dans les mains d'un ou de quelques individus qui freinent l'innovation parce qu'ils cherchent avant tout à maintenir leur pouvoir et craignent que ce pouvoir ne soit remis en cause par l'émergence de nouvelles activités, de nouvelles entreprises, de nouvelles technologies.⁽⁴⁾

MM. Acemoglu et Robinson partent de la constatation que "Si des pays comme la Grande-Bretagne et les États-Unis sont devenus riches, c'est que leurs citoyens ont renversé les élites qui contrôlaient le pouvoir et créé une société où les droits politiques étaient plus équitablement répartis, où le gouvernement était tenu de prêter l'oreille à ses citoyens et de leur rendre des comptes, et où une large majorité de la population pouvait profiter du développement économique. [...] L'Angleterre a connu en 1688 une révolution qui a transformé la politique et donc l'économie du pays. [Les pouvoirs de l'exécutif sont restreints et ceux du parlement accrus. Les féodaux perdent une partie du pouvoir, le pouvoir politique est centralisé, la société devient pluraliste. Le servage disparaît, les monopoles sont réduits, le droit fiscal et le droit de propriété, y compris intellectuelle, sont revus, la justice devient plus impartiale, ce qui favorise l'innovation et l'investissement. L'État a par la fiscalité les moyens de développer les infrastructures de transport.]⁽⁵⁾ Des gens ont combattu pour obtenir davantage de droits politiques, qu'ils ont mis à profit pour étendre leur situation économique. Du coup, le pays s'est engagé dans une tout autre trajectoire politique et économique, qui a mené à la révolution industrielle."⁽⁶⁾

Nous savons que la plupart des révolutions en Europe et dans les anciennes colonies, loin d'avoir transformé en profondeur la politique du pays, ont porté au pouvoir une autre élite, aussi peu soucieuse que la précédente de la prospérité du pays.

MM. Acemoglu et Robinson observent que "Si les institutions économiques sont un facteur essentiel dans l'évolution d'un pays vers la pauvreté ou vers la prospérité, ce sont la politique et les institutions politiques qui déterminent les institutions économiques d'un pays."⁽⁷⁾

Ils observent aussi qu'une société ne tend pas à créer ou à adopter "les institutions les plus favorables à la croissance économique ou au bien-être de ses citoyens ; en effet, il se peut que d'autres institutions soient encore plus favorables à ceux qui contrôlent la politique ou les institutions politiques."⁽⁸⁾

En conséquence, "Si l'on veut accéder à la prospérité, il faut commencer par résoudre certains problèmes politiques." L'exemple des deux Corées ou des Amériques suffit à le démontrer.⁽⁹⁾

Ils citent Max Weber, qui a "défini l'État comme "un monopole de la violence physique légitime" au sein de la société, qui lui permet de faire respecter la loi, d'offrir des services publics et de réguler l'activité économique. Pour que les institutions politiques soient inclusives, elles doivent être suffisamment centralisées pour permettre l'exercice du pouvoir, mais aussi suffisamment réparties au sein de la société et pluralistes, pour permettre l'existence de forces d'opposition, garantes d'une distribution plus équitable des ressources. Si ce n'est pas le cas, les institutions politiques concentrent le pouvoir au sein d'une élite et sont extractives."⁽¹⁰⁾

L'échec politique et économique de certains pays peut être évité : il suffirait pour cela de transformer leurs institutions extractives pour les rendre inclusives. Cela impose de restreindre le pouvoir des élites, mais l'enrichissement d'une minorité lui donne les moyens de se maintenir au pouvoir par la force. Le fait que le pouvoir absolu corrompt absolument finit toutefois par fragiliser les élites.⁽¹¹⁾

Les auteurs fondent leur théorie sur l'observation d'un nombre important de pays. "Lorsqu'il accède à l'indépendance en 1966, le Botswana est l'un des pays les plus pauvres du monde. Il a connu depuis une des croissances les plus rapides du monde et il est arrivé au niveau de l'Estonie, grâce à l'absence de guerre civile, à la stabilité macroéconomique, à la protection des droits de propriété et à une économie de marché inclusive. Cela a été rendu possible par des institutions politiques à la fois centralisées et pluralistes, et des institutions économiques inclusives, notamment pour l'exploitation des gisements diamantifères et des élevages bovins.

Aux États-Unis d'Amérique, le niveau de vie dans les États du Sud s'est rapproché de celui du Nord depuis l'abrogation de la ségrégation. En Chine communiste, au Grand Bond en avant, qui a fait chuter le PIB de 25% et coûté la vie à une trentaine de millions de personnes, a succédé une politique pragmatique de croissance économique sous l'impulsion de Deng Xiaoping, qui a fini par prévaloir malgré une Révolution culturelle destructrice de l'économie et de nombreuses vies humaines. Deng Xiaoping a revitalisé l'enseignement supérieur, restauré les incitations matérielles dans l'économie et rendu possible une croissance notable sans remettre en cause le contrôle politique du parti communiste, en rendant les institutions économiques plus inclusives, en permettant un accroissement de la propriété privée et de l'économie de marché, et en intégrant la Chine dans l'économie mondiale. La restauration du Japon par Meiji a aussi montré que le changement est possible.⁽¹²⁾

Les auteurs posent ensuite que "Les institutions économiques inclusives - qui garantissent les droits de propriété, créent un terrain de négociation équitable et encouragent l'investissement dans de nouvelles technologies et de nouvelles compétences - sont plus propices à la croissance que les institutions économiques extractives, qui sont conçues pour qu'une minorité accapare les ressources d'une majorité, et demeurent incapables de protéger les droits de propriété et d'apporter des motivations favorables à l'activité économique. Les institutions économiques inclusives sont soutenues par (et soutiennent en retour) des institutions politiques inclusives, du moins celles qui, distribuent le pouvoir largement et de manière pluraliste, et sont en mesure de créer une certaine centralisation politique qui permettra d'assurer l'ordre public, de faire respecter les droits de propriété et de créer une économie de marché inclusive. Institutions économiques extractives et institutions politiques extractives fonctionnent, elles aussi, en synergie : elles concentrent le pouvoir entre les mains de quelques-uns, qui seront dès lors incités à maintenir et à développer les institutions économiques extractives pour leur propre bénéfice, et à utiliser les ressources ainsi obtenues pour consolider leur emprise sur le pouvoir politique."⁽¹³⁾

Les auteurs constatent aussi que "Les institutions économiques et politiques extractives qui ont créé un minimum de centralisation politique parviennent souvent à produire une certaine croissance, mais elle n'est jamais durable, parce qu'une telle croissance requiert de la destruction créatrice, qui remplace l'ancien par le nouveau dans le domaine économique et déstabilise les rapports de pouvoir bien établis dans le domaine politique.

"Comme les élites qui contrôlent les institutions extractives craignent la destruction créatrice, elles s'y opposent ; du coup, la croissance produite sous institutions extractives est toujours de courte durée. Ensuite, ceux qui contrôlent les institutions extractives étant à même de s'enrichir aux dépens du reste de la société, le pouvoir politique sous institutions extractives devient très convoité, si bien que de nombreux groupes et individus se battent pour l'obtenir. Du coup, de puissants dynamiques poussent les sociétés sous institutions extractives vers l'instabilité politique."⁽¹⁴⁾

Notons que la notion de courte durée est relative : Poutine est toujours au pouvoir après un quart de siècle, malgré des institutions économiques et politiques extractives... Des régimes communistes perdurent en Chine, en Corée du Nord, au Venezuela, à Cuba...

Les auteurs notent donc que "Le cercle vertueux inclusif et le cercle vicieux extractif tendent à se perpétuer. Même si les institutions extractives restent la norme dans l'histoire, certaines sociétés sont parvenues à briser le moule et à effectuer la transition vers les institutions inclusives en profitant d'un moment critique, comme la Peste noire, la découverte de l'Amérique, la révolution industrielle, ..." ⁽¹⁵⁾

Au beau milieu de la Révolution culturelle des années 1970, personne ou presque n'aurait pu penser que la Chine allait engager un changement radical de ses institutions économiques, et connaître dès lors une croissance fulgurante.⁽¹⁶⁾ Les auteurs notent cependant que "La croissance sous institutions politiques extractives, comme en Chine, ne s'avère jamais durable et risque fort de s'éteindre rapidement."⁽¹⁷⁾ En effet, "La Chine communiste ne tolère pas la destruction créatrice, protège mal les droits de propriété, spolie les chefs d'entreprise, n'assure pas suffisamment la mobilité de la main d'œuvre."⁽¹⁸⁾ "Trois décennies de croissance économique ont été permises par des institutions économiques plus inclusives, mais cette croissance a été freinée par des institutions politiques extractives extrêmement autoritaires."⁽¹⁹⁾

Les auteurs contestent ensuite la théorie de la modernisation formulée par Seymour Martin Lipset, laquelle "affirme que toutes les sociétés, en se développant économiquement, se modernisent, se civilisent, deviennent plus démocratiques et aspirent aux droits de l'homme, aux libertés civiles et au droit à la propriété. L'évolution de la Chine communiste montre que c'est faux. En réalité, si les institutions politiques inclusives produisent la croissance économique, l'inverse n'est pas vrai, même si la croissance est soutenue pendant un certain temps. Celle-ci tend à renforcer le régime politique extractif et non à l'affaiblir, cela s'est vu dans de nombreux pays. Dans bien d'autres pays développés et démocratiques, des dictatures se sont imposées qui ont mis en place des politiques extractives."⁽²⁰⁾

Les auteurs jugent que "Les efforts des organisations comme le Fonds monétaire international qui tendent à aider les pays pauvres en proposant des mesures macroéconomiques comme la réduction de la taille du secteur public, ou la mise en place d'une banque centrale théoriquement indépendante, ainsi que des mesures microéconomiques, comme la privatisation et l'amélioration de l'efficacité du service public, grâce à des mesures anticorruption, négligent le rôle vicieux des institutions politiques extractives et donc échouent."⁽²¹⁾

Pour les auteurs, "L'échec de l'aide massive apportée en Afghanistan et dans d'autres pays pauvres par la communauté internationale est patent, parce que de 80 à 90 % de l'aide est détournée par les institutions extractives pour financer les systèmes clientélistes et rendre pérenne l'absence de droit de propriété, d'ordre public et de justice efficace. Même l'aide conditionnée à la libéralisation des marchés ou à la démocratisation de la vie politique est inefficace, parce que les mesures prises sont factices : elles ne remettent pas en question les institutions politiques extractives, mais seulement à justifier le versement de l'aide. Un processus démocratique est vain si le dictateur maintient son pouvoir discrétionnaire en usant de menaces et de violences physiques."⁽²²⁾

Les auteurs estiment qu'il "faudrait que l'aide étrangère soit utilisée et gérée par des groupes qui ne participent pas aux pouvoirs en place, pour les faire participer au processus de décision. Cette partie de la population jouirait ainsi d'une représentation et d'un certain pouvoir, ce qui contribuerait à faire émerger des institutions politiques inclusives."⁽²³⁾

Pour les auteurs, "La société civile est composée d'associations professionnelles, de syndicats, d'églises, d'organisations étudiantes, de groupes d'études et de cercles de réflexion, de mouvements sociaux, qu'il faut coaliser, tout en maintenant le pluralisme, pour faire évoluer la société vers la démocratie, la participation citoyenne et les institutions politiques inclusives. C'est la clé pour que le gouvernement offre des services publics valables, une éducation et des soins de santé accessibles au plus grand nombre, une justice impartiale et un terrain de négociations équitable. Cela nécessite une certaine centralisation du pouvoir, un certain degré de pluralisme et une société civile suffisamment dynamique pour empêcher la répression des avancées vers les institutions inclusives par le pouvoir en place et empêcher la confiscation du pouvoir par un nouveau groupe extractif."⁽²⁴⁾

Les auteurs estiment enfin que "Les médias sont susceptibles d'aider la société civile à se structurer en faisant connaître les abus de pouvoir politique ou économique des partisans des institutions extractives et en aidant à contrer les forces qui sapent les institutions inclusives. Les médias peuvent aussi inciter les citoyens à obtenir les réformes politiques visant à obtenir ou à conforter la démocratie. C'est pourquoi la plupart des régimes autoritaires combattent les médias libres et contrôlent les autres. Les super-riches tendent aussi à se constituer un groupe de presse, à contrôler les radios et les télévisions.

Suite en page de droite

Suite page de gauche

En Chine communiste, le Parti contrôle les forces armées, les cadres et l'information, avec une effrayante sophistication. Les médias libres et les nouvelles technologies de l'information peuvent jouer un rôle limité en faveur d'institutions plus inclusives, mais seule une large mobilisation et une organisation de la société peut imposer un changement des institutions politiques, du modèle extractif vers le modèle inclusif.⁽²⁵⁾

L'inclusivité décroissante des institutions européennes et ses conséquences

Ni M. Letta, ni M. Draghi, ni M^{me} Lagarde, ni les autorités européennes, ni celles des États membres ne semblent s'être posé la question de savoir si le décrochage de l'Europe ne vient pas d'institutions politiques et économiques de l'UE de moins en moins inclusives et compétitives, notamment par rapport aux institutions fédérales des États-Unis d'Amérique. Celles-ci ont permis de réaliser un marché unique des biens, des services, de la finance, etc., et une meilleure mobilité des travailleurs, propices au développement économique, ce que n'a pas complètement su faire la gouvernance européenne, assemblage de supranationalité et d'intergouvernementalisme. Ce dernier favorise la sauvegarde des intérêts nationaux, l'idée thatchérienne du 'juste retour' du budget européen, et dénote une mentalité et un comportement extractif et pas inclusif.

La politique agricole commune de l'Europe est de plus en plus extractive : l'écart de revenu entre les plus grandes et les plus petites exploitations agricoles d'Europe a doublé au cours des 15 dernières années ; de plus, le nombre d'exploitations de moins de 30 hectares a diminué d'un quart au cours des années 2010, selon Eurostat.⁽²⁶⁾ Mise en place en 1962

pour garantir la sécurité alimentaire du continent et des prix minimums aux producteurs, donc inclusive, la politique agricole commune a vite favorisé la surproduction et négligé l'environnement. Elle va nous coûter plus du tiers du budget de l'UE pour la période 2021-2027, soit 386,6 milliards €. Sa réforme de 2023 pour la rendre plus « verte » a suscité la colère des agriculteurs ; elle s'est en outre révélée inadéquate pour faire face aux conséquences de la guerre en Ukraine.

L'efficacité des dépenses de défense en Europe reste très basse. Comme il n'y a pas d'État fédéral européen et donc pas de défense européenne, ces dépenses sont celles des États membres, au total 350 milliards € en 2024. Le marché européen des équipements de défense reste donc fragmenté tant au niveau de la demande qu'au niveau de l'offre, car seuls quelques producteurs européens d'équipements de défense comptent sur la scène mondiale. Cela rend très déséquilibré en notre défaveur le commerce transatlantique dans ce domaine, ce qui diminue notre PIB. Sous la pression de l'OTAN et de la guerre en Ukraine, nos budgets de rééquipement des forces armées ont beaucoup augmenté depuis 2022, mais principalement au profit de quelques entreprises géantes américaines. Ils sont de plus en plus extractifs.

Même si la réalité est beaucoup plus compliquée que celle décrite par M.M. Acemoglu, Johnson et Robinson, et même si les institutions américaines sont loin d'être parfaitement inclusives, et risquent de le devenir moins encore avec le président nouvellement élu,⁽²⁷⁾ les médias et l'opinion publique devraient inciter les gouvernements européens à s'inspirer des constatations faites par les lauréats du "prix Nobel d'économie" 2024 : l'Europe a besoin de plus d'inclusivité, ce qui passe par un meilleur accès à l'information, plus de démocratie, moins de technocratie.

Un autre jugement sévère pour l'UE, mais tout aussi juste

Il n'y a pas que notre décrochage sur les plans technologique et économique à déplorer : sur la scène internationale, dans le domaine géopolitique, l'UE n'existe pas. Le 24 octobre 2024, lors de la conférence qu'il a donnée à l'occasion de l'ouverture de l'année académique 2024-2025 de l'Institut d'études européennes de l'Université libre de Bruxelles sur le thème des transitions justes en Europe, j'ai noté ce qu'a dit le professeur Eloi Laurent, économiste, à propos du maintien de la paix. Il a déclaré que l'actualité devrait donner aux Européens le goût de préserver la paix. Il s'est dit très étonné de la faiblesse des efforts diplo-

matiques européens dans ce qui se passe au Moyen-Orient au regard des efforts déployés en Ukraine. Il a jugé que la contradiction quotidienne sur la position européenne par rapport à ces deux conflits discrédite la diplomatie européenne et que cela finira par détruire l'UE elle-même, car elle a été construite sur l'idéal de paix. Si l'UE n'est pas capable d'être un agent de la paix et des droits humains, d'intervenir concrètement, de s'interposer pour protéger les populations civiles à Gaza et désormais au Liban, ça veut dire pour Eloi Laurent qu'elle n'est pas fidèle à sa vocation historique qui lui a notamment valu le prix Nobel qu'elle a reçu en 2002 pour avoir œuvré en vue de la paix sur le continent, en garantissant les libertés civiles et les droits politiques.

- 1) Éric Albert, Philippe Escande, Béatrice Madeline, Christine Lagarde, présidente de la BCE : « Le décrochage de l'Europe est une réalité, celui de la France aussi » in *Le Monde*, <https://lc.cx/QeDFQ>, 31 octobre 2024.
- 2) The Royal Swedish Academy of Sciences, "The Bank of Sweden Prize in Economic Sciences in Memory of Alfred Nobel 2024", Press Release, <https://lc.cx/FqghLq>, 14 October 2024.
- 3) Voir Daron Acemoglu, James A. Robinson, *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*, New York, Crown Business, 2012, *Prosperité, puissance et pauvreté : Pourquoi certains pays réussissent mieux que d'autres*, traduit par Patrick Hersant, Genève, Markus Haller, 2015.
- 4) Philippe Aghion, "Préface à l'édition française" in Daron Acemoglu, James A. Robinson, *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*, New York, Crown Business, 2012, *Prosperité, puissance et pauvreté : Pourquoi certains pays réussissent mieux que d'autres*, traduit par Patrick Hersant, Genève, Markus Haller, 2015, p. 13-14.
- 5) Voir Daron Acemoglu, James A. Robinson, *Pourquoi certains pays réussissent mieux que d'autres*, op. cit., p. 140.
- 6) Ibidem, p. 20.
- 7) Ibidem, p. 65.
- 8) Ibidem, p. 66.
- 9) Ibidem, p. 97.
- 10) Ibidem, p. 111-112.
- 11) Ibidem, p. 490-492.
- 12) Ibidem, p. 502-523.

- 13) Ibidem, p. 527.
- 14) Ibidem, p. 527-528.
- 15) Ibidem, p. 528-529.
- 16) Ibidem, p. 531.
- 17) Ibidem, p. 534.
- 18) Ibidem, p. 538.
- 19) Ibidem, p. 542.
- 20) Ibidem, p. 542-543.
- 21) Ibidem, p. 546-551.
- 22) Ibidem, p. 551-555.
- 23) Ibidem, p. 556.
- 24) Ibidem, p. 557-562.
- 25) Ibidem, p. 563.
- 26) Ajit Niranjani, "Revealed: the growing income gap between Europe's biggest and smallest farms" in *The Guardian*, <https://lc.cx/KCJFJ>, 2 November 2024.
- 27) Elon Musk, le fondateur de Tesla et de SpaceX, a mis toutes ses forces et celles de X (ex-Twitter) dont il est devenu le propriétaire, dans l'élection présidentielle, pour faire gagner M. Trump. En retour, SpaceX escompte plusieurs contrats dans le domaine spatial militaire. Dès le 10 novembre, les dirigeants d'Amazon, Google, Apple, Microsoft, OpenAI, ont demandé « avoir hâte de collaborer » avec la nouvelle administration, pour favoriser l'innovation et renforcer le « leadership » américain. Voir Alexandre Piquard, "Election de Trump : les géants de la tech pourraient tirer profit de son second mandat" in *Le Monde*, <https://lc.cx/NkRstQ>, 8 novembre 2024.

Gilles Roth tire un bilan positif à l'issue de son déplacement aux États-Unis

« Des signaux positifs pour le Luxembourg et sa place financière »

« Des signaux positifs pour le Luxembourg et sa place financière à New York et de nouvelles impulsions de croissance pour l'économie mondiale lors des assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale à Washington. » Tel est le bilan encourageant du ministre des Finances, Gilles Roth, à l'issue de son déplacement aux États-Unis du 20 au 25 octobre 2024.

La première étape du ministre et de son équipe a été une mission financière à New York du 20 au 23 octobre 2024 avec Luxembourg for Finance.

Retour positif des institutions financières américaines

Dans la capitale de la finance mondiale, le ministre a rencontré les dirigeants d'importantes institutions financières américaines, notamment pour s'échanger sur leurs activités en Europe. Il s'est également entretenu avec des représentants de la bourse de New York (New



York Stock Exchange) ainsi que du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) pour un échange axé sur la finance durable.



Gilles Roth a commenté : « Les États-Unis sont l'un de nos principaux marchés. Avec 20% des actifs sous gestion, rien que dans l'industrie des fonds.

Toutes les grandes institutions financières américaines sont aujourd'hui présentes au Luxembourg, la place financière agissant en tant que centre de compétences pour ces groupes. Plusieurs banques américaines nous ont rejointes récemment parce que nous connaissons une forte croissance, notamment dans le domaine des fonds alternatifs. De plus, j'ai reçu un retour positif de tous mes interlocuteurs sur leurs activités dans notre pays. »

Par la suite, le ministre a participé aux Assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale à Washington.

Dans un environnement macroéconomique incertain, les ministres des Finances des 191 pays membres des institutions de Bretton Woods ont mis l'accent sur la relance de la croissance mondiale, la mobilisation du secteur privé ainsi que sur la création d'emplois.

Les autres thèmes abordés ont été les niveaux d'endettement élevés, les transitions verte et numérique ainsi que la lutte contre la pauvreté.

Convention de non-double imposition avec l'Argentine et atmosphère productive

En marge des réunions annuelles, le ministre des Finances a signé une convention de non-double imposition avec son homologue argentin Luis Caputo. Gilles Roth a également rencontré le Premier ministre et ministre des Finances du Liechtenstein, Daniel Risch, et s'est échangé sur les développements géoéconomiques avec le représentant ukrainien au FMI, Vladyslav Rashkovan. Ensemble avec ses collègues européens, il a participé à un dîner organisé par la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva. Enfin, le ministre a pu échanger avec des représentants du secteur financier au sujet des futures opportunités pour le Luxembourg et l'Europe.

« L'atmosphère ici à Washington au FMI et à la Banque mondiale a été très productive. Il est important de relancer maintenant la croissance mondiale. Pour maintenir un État social fort pour nos citoyens », a conclu Gilles Roth.

Source : ministère des Finances

S.A.R. le Grand-Duc héritier et Xavier Bettel au Web Summit à Lisbonne

« Le Luxembourg et le Portugal partagent une amitié de longue date »

Les 11 et 12 novembre, S.A.R. le Grand-Duc héritier et le Vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, Xavier Bettel, ont effectué une visite de travail à Lisbonne, où ils ont assisté au Web Summit, considéré comme l'une des plus grandes conférences technologiques au monde.

Au Web Summit, S.A.R. le Grand-Duc héritier et le ministre Bettel ont rencontré des représentants du monde économique et politique lors d'échanges bilatéraux.

Le ministre Bettel a ensuite participé à un panel avec le ministre des Affaires étrangères du Portugal, Paulo Rangel, sur le thème « Balancing technology, trust and democratic values ». Au cours de la discussion, les deux ministres ont évoqué différents moyens et politiques pour



maintenir et restaurer la confiance du public dans les institutions démocratiques, en examinant en particulier comment l'innovation et les valeurs démocratiques peuvent prospérer ensemble.

S.A.R. le Grand-Duc héritier et le ministre Bettel, accompagnés par le président de la Chambre de Commerce, Fernand Ernster, ont par la suite visité des stands de différents pays, organisations et de certaines start-up. Ils ont ainsi visité le stand des start-up Artzap.AI et Quasible.AI avant de passer par le stand de la Banque européenne d'investissement. La délégation s'est ensuite rendue sur le stand du Cabo Verde et de la Serbie, avant de terminer l'après-midi par une visite du stand portugais.

En marge de la conférence, le ministre Bettel a eu une réunion bilatérale avec le ministre des Affaires étrangères portugais, Paulo Rangel. Lors de la discussion, le chef de la diplomatie luxembourgeoise et son

homologue se sont penchés sur l'actualité internationale et européenne ainsi que sur les excellentes relations bilatérales entre le Luxembourg et le Portugal.

À cette occasion, le ministre Bettel a souligné le caractère amical sur lequel se fondent les relations entre les deux pays : « Le Luxembourg et le Portugal partagent une amitié de longue date, qui se perpétue encore aujourd'hui. Bien que séparés par une certaine distance géographique, nous sommes unis par nos valeurs et nos positions communes. »

Enfin, le ministre Bettel a également eu un échange de vues avec le ministre de l'Économie du Portugal, Pedro Reis. Les ministres ont notamment discuté des relations économiques entre le Luxembourg et le Portugal et de la manière dont celles-ci pourraient être renforcées à l'avenir.

ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur